

**Examen des questions liées à la dette dans le cadre de
l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
(PPTE)
et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale
(IADM)**

Document d'information

Revue à mi-parcours du FAD-11
Octobre 2009
Helsinki, Finlande



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Le présent document rend compte de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM), en mettant l'accent sur les estimations de coûts et les besoins de financement actuels, ainsi que sur les principaux défis qui se posent aux pays ayant ou n'ayant pas encore atteint le point de décision.

Au 31 juillet 2009, 21 des 33 pays membres régionaux (PMR) potentiellement éligibles à l'allégement de leur dette avaient atteint le point d'achèvement et pouvaient prétendre à l'allégement irrévocable de la dette au titre de l'Initiative PPTE et à l'annulation de la dette au titre de l'IADM. Huit autres pays étaient en phase intérimaire et susceptibles de franchir le point d'achèvement avant 2011, et quatre n'avaient pas encore atteint le point de décision.

Grâce à des contributions sur ressources internes de 414,3 millions de dollars EU, exception faite de sa contribution à l'allégement de la dette de la RDC, le Groupe de la Banque a mobilisé des fonds excédant le montant auquel il s'était engagé précédemment, à savoir 370 millions de dollars EU. Des approches novatrices et souples, telles que ses opérations d'apurement des arriérés et le fonds spécial pour la RDC, ont également permis à la Banque d'apporter un appui efficace à l'Initiative PPTE et d'aider plusieurs PMR empêchés par des arriérés de prétendre à l'assistance à l'allégement de leur dette.

Parallèlement, le coût global de l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE a augmenté, entraînant un déficit estimé. Les estimations actuelles font état d'un déficit de l'ordre de 331,72 millions de dollars EU dans les contributions des bailleurs de fonds à la remise de la dette de quatre pays parvenus au point de décision. Une partie de cette somme, soit 316,42 millions de dollars EU, représente le reste du financement nécessaire pour l'allégement de la dette de la RDC. Les 15,30 millions restants représentent le coût du financement pour les trois autres PMR se trouvant au point de décision. Un déficit de financement supplémentaire d'environ 286,98 millions de dollars EU est également prévu pour trois pays en phase de pré-décision (les Comores, la Somalie et le Soudan).

Dans le cadre de l'IADM, le FAD a annulé pour 4,5 milliards d'UC de créances sur les 21 pays qui ont atteint le point d'achèvement et qui sont éligibles à l'annulation de leur dette multilatérale. Cette somme représente environ 82 % du montant total de la remise de dette au titre de l'IADM, estimée à 5,5 milliards UC pour le compte du FAD. Des annulations supplémentaires de l'ordre de 0,85 milliard d'UC sont prévues avant 2011. L'IADM est financée par les contributions des bailleurs de fonds selon un système de compensation adopté conjointement avec la Banque en 2006. Au 31 juillet 2009, 10% des contributions des bailleurs en compensation des remboursements de prêts annulés étaient encore attendues pour le cycle de décaissement du FAD-10, et 13 % étaient attendues pour le cycle de décaissement du FAD-11. Étant donné que plusieurs pays atteindront le point d'achèvement d'ici à 2011, et compte tenu de l'augmentation du coût de l'allégement de la dette, il est impératif que les bailleurs de fonds honorent intégralement et sans délais leurs engagements pour permettre aux pays bénéficiaires d'avoir une transition harmonieuse et pour préserver la capacité opérationnelle et l'intégrité financière du FAD.

Alors que 12 pays doivent encore bénéficier d'une annulation irrévocable et intégrale de leur dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM, le délai qui précède l'atteinte du point de décision ou du point d'achèvement constitue l'un des principaux obstacles à la mise en oeuvre de ces initiatives. En raison du manque ou de l'insuffisance de progrès vers le point de décision, il est difficile de prévoir le coût de l'allégement de la dette et de mobiliser les fonds nécessaires. Puisque les pays mettent plus de temps à atteindre le point d'achèvement ou bénéficient d'une partie ou de la totalité de leur annulation de dette sous forme d'apurement des arriérés, ils risquent d'épuiser leur allocation intérimaire pour l'allégement et d'être obligés d'assurer le service de la dette pendant le reste de la période intérimaire.

Enfin, bien que l'initiative PPTE et l'IADM aient permis aux PMR qui y ont participé de se libérer d'une bonne partie du fardeau de leur dette et de consacrer ainsi des ressources supplémentaires à la réduction de la pauvreté, bon nombre d'entre eux font face à une détérioration de leur situation d'endettement et courent le risque de retomber dans le surendettement, à cause notamment de leur vulnérabilité aux chocs d'exportation et de leur extrême sensibilité aux termes des financements non-concessionnels. En outre, alors que les effets de la crise économique et financière commencent à se faire sentir, le risque de détérioration des ratios d'endettement et d'un effondrement subit de la soutenabilité de la dette de ces pays a également augmenté. Cette situation renforce la nécessité impérieuse pour toutes les parties prenantes, y compris le Groupe de la Banque, les autres

institutions de financement du développement et les pays partenaires, d'améliorer l'assistance et la coordination de la gestion de la dette, pour s'assurer que les pays ayant atteint le point d'achèvement continuent à tirer pleinement parti de l'annulation de la dette, et évitent de se retrouver en situation de surendettement.

Table des matières

Abréviations et sigles	iv
1. Introduction	1
2. État d'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative PPTE et de l'IADM	2
<i>Coût de l'Initiative PPTE</i>	<i>2</i>
<i>Financement - Contributions du Groupe de la Banque à l'Initiative PPTE</i>	<i>3</i>
<i>Déficit de financement.....</i>	<i>6</i>
<i>Résorber le déficit de financement</i>	<i>7</i>
<i>Coût estimatif et état de financement de l'IADM.....</i>	<i>8</i>
<i>Financement de l'IADM et engagement des bailleurs de fonds</i>	<i>9</i>
3. Principaux problèmes et défis liés à la mise en œuvre	11
<i>Futur candidat potentiel.....</i>	<i>12</i>
<i>Soutenabilité de la dette et capacité de gestion de la dette</i>	<i>12</i>
4. Conclusions.....	14
Annexe I : État de la mise en œuvre de l'allègement de la dette	15
Annexe II : État du financement de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE.....	16
Annexe III : Coûts estimatifs de l'IADM pour les 33 PMR bénéficiaires	17
Annexe IV : État des paiements des bailleurs de fonds dans le cadre de l'IADM.....	18

Tableaux

Tableau 1 : Situation des pays dans le cadre de l'Initiative PPTE	2
Tableau 2 : Coût, état et répartition du financement de l'allègement de la dette par le Groupe de la Banque	3
Tableau 3 : Coût et source de financement de l'allègement de dette accordé aux PMR ayant atteint le point d'achèvement	4
Tableau 4 : Financement de l'apurement des arriérés en vue de l'allègement de la dette.....	5
Tableau 5 : État du financement de l'allègement de la dette de la RDC	5
Tableau 6 : Coût et état du financement des PMR au point de décision	6
Tableau 7 : Estimation des coûts et des financements pour les pays au point de pré-décision.....	7
Tableau 8 : Statut des engagements des bailleurs de fonds	10

Graphiques

Graphique 1 : Évolution du coût de l'Initiative PPTE au fil du temps.....	3
Graphique 2 : Coûts estimatifs de l'IADM pour les PMR bénéficiaires.....	9
Graphique 3 : Durée de la période intérimaire par PMR après le point de décision (29)	11

Abréviations et sigles

BAD	Banque africaine de développement
FAD	Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
RDC	République démocratique du Congo
PPTE	Pays pauvres très endettés
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
PMR	Pays membres régionaux
UC	Unité de compte

EXAMEN DES QUESTIONS LIEES A LA DETTE DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE EN FAVEUR DES PAYS PAUVRES TRES ENDETTEES ET DE L'INITIATIVE D'ALLEGEMENT DE LA DETTE MULTILATERALE

1. Introduction

- 1.1 Le présent document vise à rendre compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), en mettant l'accent sur les estimations de coûts et les besoins de financement actuels, ainsi que sur les principaux défis qui se posent aux pays n'ayant pas encore atteint le point de décision et ceux l'ayant déjà atteint.
- 1.2 Le but ultime de l'Initiative PPTE¹ et de l'IADM est de réduire le poids de la dette des pays éligibles afin de leur permettre de libérer des ressources pour la lutte contre la pauvreté. Bien que distinctes, ces deux initiatives sont liées sur le plan opérationnel. Le Groupe de la Banque africaine de développement (« la BAD », ou encore « la Banque ») accorde, aux pays pouvant prétendre à l'allègement de leur dette au titre de l'initiative PPTE, une réduction annuelle du service de la dette allant jusqu'à 80 % des obligations liées à leurs dettes lorsqu'elles arrivent à échéance, jusqu'à ce qu'ils bénéficient d'une annulation de dette complète. L'IADM prend effet après qu'un pays a franchi le point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Le Groupe de la Banque accorde une remise de dette dans le cadre de l'IADM en effaçant le solde des créances au titre des prêts décaissés par le Fonds africain de développement (le FAD ou le Fonds) avant la fin de 2004² et encore exigibles à la fin du mois où le pays atteint le point d'achèvement.
- 1.3 La mobilisation de ressources en vue de l'allègement des créances sur 33 pays membres régionaux (PMR) participant à l'initiative PPTE est facilitée par le Fonds fiduciaire PPTE. L'allègement des créances du Groupe de la Banque est financé par les ressources internes de la BAD et les contributions des bailleurs de fonds au Fonds fiduciaire PPTE. Le Groupe de la Banque octroie également des ressources pour l'apurement des arriérés des pays éligibles, grâce à son mécanisme d'apurement des arriérés³. Ces ressources sont considérées comme faisant partie du montant total des contributions de la Banque pour l'allègement de la dette. L'IADM est financée par les contributions des bailleurs de fonds selon un système de compensation adopté conjointement avec la Banque en 2006. Les bailleurs s'étaient alors engagés à compenser, dollar pour dollar, les remboursements de prêts perdus par le FAD.
- 1.4 La présente introduction est suivie par la section 2 qui présente l'état actuel de la mise en œuvre de l'allègement de la dette et fait le bilan des coûts et des financements. La section 3 traite des principaux problèmes et défis et la section 4 contient les conclusions.

¹ Depuis 1999, l'Initiative renforcée PPTE sert de cadre opérationnel à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE. Ce cadre renforcé se distingue du premier dans la mesure où il vise à consentir un allègement plus rapide, plus étendu et plus significatif. Les principaux objectifs de l'Initiative renforcée PPTE sont précisément de : i) permettre à davantage de pays de bénéficier d'une annulation de dette plus importante en réduisant le niveau de soutenabilité de la dette à un ratio dette/exportations de 150 % en VAN et un ratio dette/revenu de 250 % en VAN ; accélérer l'allègement de la dette en assouplissant la durée de la qualification effective et les conditionnalités préalables à l'allègement de la dette ; et iii) renforcer le lien entre allègement de dette et réduction de la pauvreté en créant un cadre propice à la mise en œuvre et au contrôle dans le contexte des documents de stratégie de réduction de la pauvreté.

² Pour l'Association internationale de développement (IDA) et le Fonds monétaire international (FMI), les dettes éligibles comprennent les prêts ou les crédits décaissés et encore exigibles le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004, respectivement.

³ Pendant le FAD-10, l'apurement des arriérés a été accordé par le truchement de la Facilité en faveur des pays sortant d'un conflit. Pendant le FAD-11, cette Facilité a été couplée à la Facilité en faveur des États Fragiles (FEF).

2. État d'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative PPTE et de l'IADM

- 2.1 Trente trois des 40⁴ pays potentiellement éligibles à une assistance en vue de l'allègement de leur dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM sont des pays membres régionaux du Groupe de la Banque. A fin juillet 2009, 29 d'entre eux (soit 88 %) avaient atteint le point de décision de l'initiative PPTE. Vingt-et-un⁵ de ces 29 PMR avaient atteint le point d'achèvement et pouvaient prétendre à l'allègement irrévocable de leur dette au titre de l'Initiative PPTE, ainsi qu'à l'annulation de leur dette dans le cadre de l'IADM. Huit PMR sont en phase intérimaire et devraient franchir le point d'achèvement avant 2011 et quatre PMR n'ont pas encore atteint le point de décision.
- 2.2 Les 4 PMR qui n'ont pas encore atteint le point de décision, à savoir les Comores, l'Érythrée, la Somalie et le Soudan, sont ou ont été récemment le théâtre de conflits civils ou frontaliers armés, et sont confrontés à des problèmes de gouvernance. Les Comores ont réalisé des progrès ces dernières années et ont de fortes chances d'atteindre leur point de décision au quatrième trimestre de 2009. La Somalie et le Soudan font face à un défi supplémentaire, à savoir d'énormes arriérés de paiement de la dette extérieure, qui doivent être apurés avant que ces pays ne puissent prétendre à une remise de dette.

Tableau 1 : Situation des pays dans le cadre de l'Initiative PPTE
(Fin Juillet 2009)



Point d'achèvement		Point de décision <i>et date prévue pour l'atteinte du point d'achèvement</i>		Point de pré- décision
Bénin	Mauritanie	Tchad	2011, T4	Comores (2009, T4)
Burkina Faso	Mozambique	Côte d'Ivoire	2011, T4	Érythrée
Burundi	Niger	RDC	2009, T4	Somalie
Cameroun	Rwanda	Rép. du Congo	2009, T4	Soudan
RCA	Sao Tomé-et-	Guinée	2010, T1	
Éthiopie	Principe	Guinée-Bissau	2010, T1	
Ghana	Sénégal	Libéria	2009, T4	
Gambie	Sierra Leone	Togo	2010, T4	
Madagascar	Tanzanie			
Malawi	Ouganda			
Mali	Zambie			
21		8		4

Coût de l'Initiative PPTE

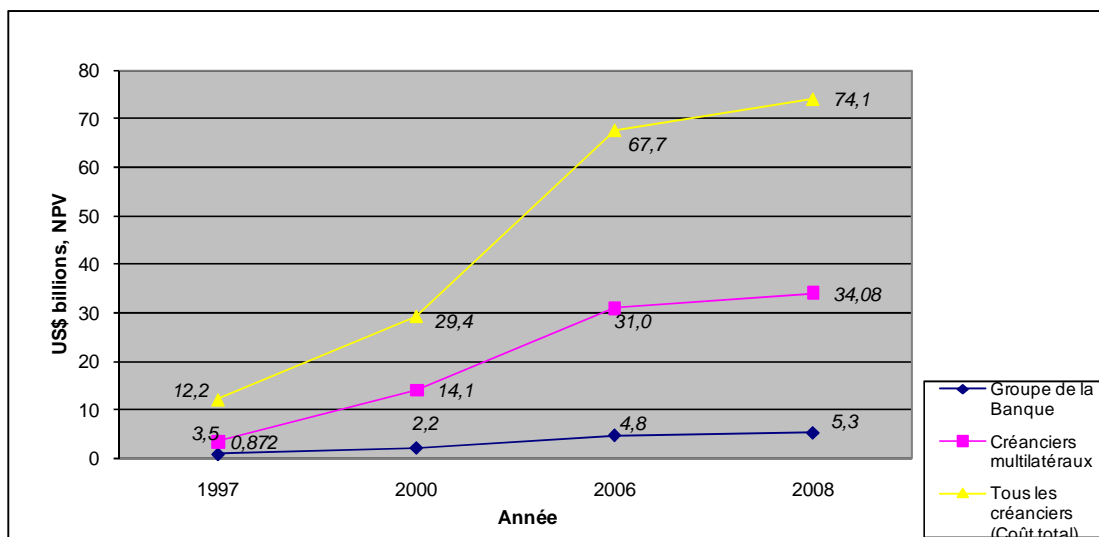
- 2.3 Le coût global de l'allègement de la dette des 40 pays pouvant potentiellement prétendre à une assistance dans le cadre de cette initiative est actuellement estimé à 74 milliards de dollars EU (VAN fin 2008). La part des créanciers multilatéraux représente 46 % de ce montant (34 milliards de dollars EU). Celle de la Banque se chiffre à 5,3 milliards de dollars EU, soit 7 % du coût attribué à tous les créanciers et 16 % de celui attribué aux créanciers multilatéraux.
- 2.4 L'analyse de l'évolution des coûts au fil du temps (voir graphique 1 ci-dessous) révèle une augmentation substantielle du coût estimatif global de l'initiative PPTE, de 12,2 milliards de dollars EU en 1997 dans le cadre initial, à 28,2 milliards de dollars EU après le lancement du cadre renforcé en 2000, puis à 63,2 milliards de dollars EU en 2006, au moment de la clôture de la liste des pays potentiellement éligibles à l'Initiative PPTE. Si le coût qui échoit au Groupe de la Banque est resté stable en termes relatifs (7 % du coût global), en termes absolus il a été multiplié par 4 entre 1997 et 2008.

⁴ La diminution du nombre de pays qui était de 41 au cours des années précédentes s'explique par le retrait du Népal de la liste des pays éligibles.

⁵ La République centrafricaine a atteint le point d'achèvement en juin 2009. L'approbation des Conseils en vue de l'octroi de l'assistance due au point d'achèvement est prévue pour septembre 2009.

- 2.5 L'augmentation des coûts estimatifs au fil du temps s'explique par plusieurs raisons, dont l'inscription de nouveaux pays sur la liste d'admissibilité ; des coûts plus élevés associés à un allègement plus étendu et plus significatif dans le cadre renforcé ; la révision à la hausse des coûts entre le point de décision et le point d'achèvement (assistance complémentaire) à cause d'imprévus qui faussent les hypothèses de l'analyse de soutenabilité de la dette menée au point de décision ; et l'atteinte du point de décision après un délai plus long que prévu, qui pourrait se traduire par une accumulation d'arriérés ou une augmentation de la dette.

Graphique 1 : Évolution du coût de l'Initiative PPTE au fil du temps
(Milliards de dollars EU, en VAN)



Financement - Contributions du Groupe de la Banque à l'Initiative PPTE

- 2.6 La mobilisation et le décaissement de ressources en vue de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE est principalement facilitée par le Fonds fiduciaire PPTE. En outre, le Groupe de la Banque octroie des ressources pour l'apurement des arriérés – une condition préalable à l'admissibilité – des pays pouvant prétendre à l'allègement, au moyen de son mécanisme d'apurement des arriérés. Les ressources octroyées pour l'apurement des arriérés sont considérées comme faisant partie du montant total des contributions engagées pour l'allègement de la dette. Le financement de l'allègement de la dette de la République démocratique du Congo (RDC) est géré séparément. Le paragraphe 2.10 fournit plus de précisions sur ce sujet. Le tableau 2 résume les coûts estimatifs et d'autres aspects liés à la participation du Groupe de la Banque à l'allègement de la dette. Des chiffres plus détaillés sont fournis aux annexes I et II.

Tableau 2 : Coût, état et répartition du financement de l'allègement de la dette par le Groupe de la Banque

(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	Coût estimatif total	Total des ressources mobilisées	Ressources additionnelles requises
21 PMR au point d'achèvement	2935,53	2275,04	0,00 ^{1/}
7 PMR au point de décision	754,91	615,47	115,78
République démocratique du Congo	1804,87	1488,80	316,07
4 PMR au point de pré-décision	298,75	11,77	286,98
Ressources non affectées			-112,25
Total	5 794,06	4 391,08	606,99

Note: 1/ La totalité des ressources nécessaires a été mobilisée pour les pays ayant franchi le point d'achèvement. La différence entre le coût estimatif et le montant des ressources mobilisées sera compensée par les intérêts créditeurs pendant la durée de la remise dette pour chaque pays.

- 2.7 **Contributions au Fonds fiduciaire PPTE** - Le Groupe de la Banque finance sa participation à l'initiative PPTE par les contributions sur ses sources internes et les contributions des bailleurs de fonds au Fonds fiduciaire PPTE (FPPTE). Pour conserver leur valeur actualisée nette, les fonds provenant des sources internes (c'est-à-dire les guichets du FAD, de la BAD et du Fonds spécial du Nigeria) sont gérés dans des comptes distincts appartenant au Groupe de la Banque, à partir du moment où ils sont alloués jusqu'à celui où ils sont effectivement transférés dans le FPPTE.⁶ Les intérêts créditeurs de ces comptes sont considérés comme faisant partie de la contribution de la Banque au FPPTE. Dans les accords de partage des coûts relatifs aux ressources internes et aux contributions des bailleurs de fonds⁷, la Banque s'est engagée à fournir 320 millions de dollars EU dans le cadre initial de l'Initiative PPTE (1997). Ce montant est passé à 370 millions de dollars EU en mai 2000 après le lancement du cadre renforcé PPTE. Les ressources internes à mobiliser étaient initialement réparties entre la BAD et le FAD comme suit : pour le FAD, 246 millions de dollars EU (65 %) d'annulation des dettes/dons et des remboursements des prêts, et, pour la BAD, 124 millions de dollars EU (35 %) d'allocation du revenu net⁸. Bien qu'il ne soit pas inclus dans l'accord de financement de 2000, le FSN a contribué à l'Initiative PPTE à hauteur de 10,3 millions de dollars EU.
- 2.8 A fin juillet 2009, le montant total des contributions sur ressources internes de la Banque, intérêts créditeurs compris mais exception faite des apurements d'arriérés, s'établissait à 414,3 millions de dollars EU, bien au delà de l'engagement initial de 370 millions de dollars EU. De cette somme, 368,56 millions de dollars EU avaient été octroyés aux pays ayant atteint le point d'achèvement (tableau 3) et les 45,76 millions restants sont réservés aux pays qui n'ont pas encore atteint leur point d'achèvement (voir les paragraphes 2.13 à 2.17 et le tableau 6). L'annexe II fournit des informations détaillées sur les sources et l'état du financement de chaque pays bénéficiaire.

Tableau 3 : Coût et source de financement de l'allégement de dette accordé aux PMR ayant atteint le point d'achèvement

(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	Coût total de la remise de dette	Source de financement
	2 935,53	
Source de financement		
Ressources internes du Groupe de la Banque		368,56
Apurement des arriérés ^{1/}		69,13
Contributions des bailleurs de fonds (FPPTE)		1 823,02
Revenus de placements (FPPTE)		14,33
Total	2 935,53	2 275,04

Note: ^{1/} représente le coût de l'apurement des arriérés du Burundi (26,3 millions de dollars EU) et de la République centrafricaine (42,83 millions de dollars EU).

⁶ Cf. Banque africaine de développement, 2002 : *Création de comptes distincts pour les contributions sur ressources internes de la Banque et du Fonds à l'Initiative PPTE en attendant leur transfert au Fonds fiduciaire PPTE*, Résolution B/BD/2002/04 – F/BD/2002/02

⁷ Le cadre initial et le cadre renforcé de l'Initiative PPTE prévoient que le Groupe de la Banque finance 15 à 20 % de l'allégement de la dette sur ses ressources internes, et que le reste soit financé par les contributions des bailleurs de fonds.

⁸ Plus précisément, les 124 millions de dollars EU ont été fournis grâce à l'allocation de 5 % par an du revenu net de la BAD et les 246 millions de dollars EU représentaient 25 % des annulations de prêts et de dons du FAD et 15 % de ses remboursements nets annuels (remboursements de prêts) du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2003, plus 5 % de l'allocation du revenu net de la BAD entre 2003 et 2007. Cf. Banque africaine de développement, 2000 : *Proposition relative à la participation de la BAD au cadre renforcé de l'Initiative PPTE*, ADB/BD/WP/2000/60.

- 2.9 **Contribution à l'allégement de la dette par l'apurement des arriérés** - Outre les modalités de financement décrites plus haut, le Groupe de la Banque a apuré 575,41 millions de dollars EU d'arriérés comptabilisés au titre de l'allégement de la dette de sept PMR : le Burundi, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria, la République centrafricaine et le Togo (voir tableau 4)⁹. La contribution de la Banque à l'allégement de la dette à travers l'apurement des arriérés est enregistrée au compte de l'initiative PPTE lorsque le pays atteint le point d'achèvement lui donnant droit à l'allégement irrévocable de sa dette.

Tableau 4 : Financement de l'apurement des arriérés en vue de l'allégement de la dette
(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	Total appliqué à l'allégement de la dette
Burundi	26,3
Côte d'Ivoire	199,5
République centrafricaine	42,83
République du Congo	41,86
Guinée-Bissau	9,54
Libéria	238,08
Togo	17,3
TOTAL	575,41

Note: La Facilité en faveur des pays sortant de conflit disposait d'une structure de financement tripartite, dans laquelle les bailleurs de fonds, la Banque ou le Fonds et les bénéficiaires supportaient chacun un tiers du coût de l'apurement des arriérés. Cependant, la mise en œuvre de cet accord s'est révélée difficile. Une structure de financement bipartite entre la Facilité en faveur des États Fragiles et le pays bénéficiaire a donc été approuvée dans le FAD-11. Les contributions des bailleurs de fonds sont acheminées via la Facilité en faveur des États Fragiles dans le cadre de la reconstitution globale des ressources.

- 2.10 **Dispositions particulières concernant le financement de l'allégement de la dette de la RDC** - Afin de s'acquitter de sa quote-part estimée à 1,8 milliard de dollars EU en valeur nominale (905,09 millions de dollars EU en VAN en 2002) pour l'allégement de la dette de la RDC, le Groupe de la Banque s'est engagé à mobiliser 1 262 millions de dollars EU d'un compte spécial et 542,8 millions de dollars EU de contributions des bailleurs de fonds au Fonds fiduciaire PPTE. Le fonds d'affectation spécial pour la RDC, qui est géré séparément du compte du Fonds fiduciaire PPTE pour la RDC, fonctionne grâce à un mécanisme d'acompte-consolidation partielle ou de recyclage d'intérêts approuvé par le Conseil d'administration en 2002¹⁰. Ce mécanisme prévoit que la Banque effectue chaque année une allocation de son revenu net équivalente aux intérêts reçus des prêts consolidés de la RDC. Le fonds d'affectation spécial octroie alors un allégement de dette à la RDC l'année suivante. Au total, le fonds d'affectation spécial devrait générer 1,26 milliard de dollars EU pour la période d'allégement de la dette de la RDC (2003-2024).
- 2.11 Comme le montre le tableau 5, en fin juillet 2009, les contributions effectives et attendues à l'allégement de la dette de la RDC représentent au total 1 488,8 millions de dollars EU, dont 1 262,04 millions issus du mécanisme de recyclage d'intérêts et 226,35 millions représentant les contributions des bailleurs de fonds. Le déficit de financement prévu (de 316,48 millions de dollars EU) représente la part des ressources dues par les bailleurs de fonds au compte du Fonds fiduciaire PPTE pour la RDC, conformément à l'accord conclu avec les gestionnaires de ce dernier lorsque la RDC a atteint le point de décision.

Tableau 5 : État du financement de l'allégement de la dette de la RDC

⁹ Les Comores ont bénéficié de 15,21 millions d'UC d'apurement d'arriérés, mais elles ne sont pas incluses dans cette analyse parce qu'elles n'ont pas encore atteint le point de décision. Il convient également de noter que le montant des ressources octroyées par apurement des arriérés en vue de l'allégement de la dette peut être inférieur au montant total des ressources fournies dans le cadre des opérations d'apurement des arriérés. Dans ce cas, on parle « d'excès de contribution » à la remise de dette.

¹⁰ Cf. Banque africaine de développement, 2002 : *Mechanism for Clearing the Arrears of the Democratic Republic of Congo* [Mécanisme d'apurement des arriérés de la République démocratique du Congo], Résolution F/BD/2002/15. Informations supplémentaires sur le Mécanisme d'apurement des arriérés de la République démocratique du Congo (RDC), ADB/BD/WP/2002/52/Add.1 et ADF/BD/WP/2002/58/Add.1.

(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	BAD Fonds d'affectation spécial pour la RDC	Contributions des bailleurs de fonds au compte du FPPTE	Total
Financements engagés	1 262,04	542,83	1 804,87
Ressources mobilisées - courantes	651,08	226,35	877,43
Ressources prévues	610,96		610,96
Solde		-316,48	-316,48

Déficit de financement

- 2.12 Au vu de ce qui précède, il est clair que le Groupe de la Banque et les bailleurs de fonds ont fait d'énormes progrès en matière de mobilisation de fonds des sources internes et externes, conformément à leur engagement en faveur de l'Initiative PPTE. Cependant, le coût global de l'Initiative s'est considérablement alourdi au fil du temps et les ressources disponibles actuellement ne sont pas suffisantes pour répondre aux besoins de financement des PMR qui n'ont pas encore atteint le point d'achèvement ou le point de décision.
- 2.13 **PMR ayant atteint le point de décision** - Le Groupe de la Banque a entièrement honoré sa quote-part de l'allègement de la dette de la République du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Libéria et du Togo au moyen d'opérations d'apurement des arriérés. En outre, le solde non alloué de ses contributions sur ressources internes (45,76 millions de dollars EU) est suffisant pour couvrir sa part de financement pour l'allègement de la dette du Tchad, de la Guinée et de la Guinée-Bissau (au total, 33,99 millions de dollars EU), à moins qu'une importante révision à la hausse des coûts (une assistance complémentaire) ne soit nécessaire pour ces pays lorsqu'ils atteindront le point d'achèvement. Toutefois, au regard des accords de répartition des obligations, le déficit de contribution des bailleurs de fonds pour ces pays est actuellement de 15,3 millions de dollars EU. Il y a également un déficit de financement de 316,48 millions de dollars EU pour la remise de la dette de la RDC, comme mentionné au paragraphe 2.11. Le tableau 6 présente l'état du financement pour chaque pays se trouvant au point de décision, hormis la RDC.

Tableau 6 : Coût et état du financement des PMR au point de décision

(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	Coût	Financement actuel/disponible			Financement nécessaire au point d'achèvement		Financement total
		Apurement des arriérés	Contributions des bailleurs de fonds (FPPE)	Total financement courant	Ressources internes	Contributions bailleurs de fonds	
Tchad	55.29		16.54	16.54	7.9	26.55	50.99
République du Congo	41.86	41.86		41.86			41.86
Côte d'Ivoire	199.5	199.50		199.50			199.50
Guinée	107.85		41.84	41.84	15.37	44.890	102.10
Guinée-Bissau ¹	95.05	9.54	50.84	60.38	10.72	10.350	81.45
Libéria	238.08	238.08		238.08			238.08
Togo	17.28	17.30		17.30			17.30
Total	754.91	506.28	109.22	615.49	33.99	81.79	731.27
Ressources disponibles ²				615.49	45.76	66.49	112.25
Solde ³					11.77	-15.30	

Notes: 1/ L'opération d'apurement des arriérés de la Guinée-Bissau était financée par les contributions des bailleurs de fonds avant la création de la PCCF ;

2/ représente les montants non encore alloués à un pays déterminé ;

3/ le déficit de financement et les questions y afférentes sont traités aux paragraphes 2.12 à 2.18.

- 2.14 **PMR n'ayant pas encore atteint le point de décision** - Le coût estimatif de la part de financement du Groupe de la Banque pour l'allègement de la dette de trois des pays concernés (les Comores, le Soudan et la Somalie) est d'environ 298 millions de dollars EU en valeur nominale. À l'heure actuelle il n'est pas possible de prévoir le coût de l'allègement de la dette de l'Érythrée. Les estimations ci-dessus supposent qu'aucun des pays ayant atteint le point de décision n'aura besoin d'une assistance complémentaire et montrent que la Banque peut mobiliser de ses ressources internes environ 12 millions de dollars EU pour ces quatre pays. Ceci ramène le déficit total de financement pour les pays n'ayant pas atteint le point de décision à 287 millions de dollars EU en valeur nominale (voir tableau 7). L'estimation du coût de l'allègement de la dette des quatre PMR n'ayant pas encore atteint le point de décision est indicative et fondée sur des données préliminaires.¹¹ Les coûts réels pourraient augmenter lorsque ces pays atteindront le point d'achèvement et que de nouvelles estimations seront disponibles, notamment pour le Soudan et la Somalie qui ont d'importants arriérés¹².

Tableau 7 : Estimation des coûts et des financements pour les pays au point de pré-décision

(Millions de dollars EU en valeur nominale, fin juillet 2009)

	Coût	Financement		
		Ressources internes	Contributions bailleurs de fonds	Financement total
Comores	25,20	3,78		25,20
Érythrée				
Somalie	63,02			63,02
Soudan	210,53			210,53
Total	298,75	3,78		298,75
Ressources disponibles		11,77		11,77
Solde		7,99		-286,98

Note: 15,21 millions UC ont déjà été octroyés pour apurer les arriérés des Comores.

- 2.15 En résumé, le coût estimatif de la remise de dette restant à accorder par le Groupe de la Banque et sans source de financement identifiée à ce jour s'élève à près de 15,30 millions de dollars EU pour les pays ayant atteint le point de décision, à 286,98 millions de dollars EU pour ceux n'ayant pas encore atteint le point de décision et à 316,48 millions de dollars EU pour la RDC, soit un déficit total de 606,99 millions de dollars EU.

Résorber le déficit de financement

- 2.16 Grâce à des contributions sur ressources internes de 414,3 millions de dollars EU, sans compter les contributions pour l'allègement de la dette de la RDC, le Groupe de la Banque a mobilisé des ressources excédant le montant pour lequel il s'était engagé, à savoir 370 millions de dollars EU, dans le cadre de financement mentionné au paragraphe 2.6. Grâce à des approches innovantes et flexibles, telles que ses opérations d'apurement des arriérés et le fonds d'affectation spécial pour la RDC, la Banque a pu apporter un appui efficace à l'Initiative PPTE et aider plusieurs PMR empêchés par des arriérés de prétendre à l'assistance en vue de l'allègement de leur dette.

¹¹ Il est nécessaire d'émettre deux réserves ici : i) techniquement, le Groupe de la Banque ne prend des engagements fermes en ce qui concerne l'octroi d'une remise de dette que lorsque le pays bénéficiaire atteint le point de décision ; et ii) le coût réel de l'allègement de la dette d'un pays est calculé en tenant compte des mécanismes d'apurement des arriérés et des données actualisées fournies par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

¹² Selon des estimations récentes de la Banque mondiale, le coût total de l'allègement pour les cinq PPTE qui se trouvent au point de pré-décision (dont quatre sont des PMR) et sont potentiellement éligibles à une remise de dette dépasse 16,6 milliards de dollars EU (VAN, fin 2008), une bonne partie de ce montant devant être payée par les créanciers bilatéraux. La mobilisation de ressources supplémentaires pour financer l'allègement de la dette de tous les pays en phase de pré-décision s'annonce d'autant plus difficile que le coût de la remise de la dette de l'Érythrée, de la Somalie et du Soudan n'a pas été inclus dans le cadre de financement initial, et que le Soudan et la Somalie ont d'énormes arriérés.

- 2.17 Comme souligné plus haut, trois pays qui se trouvent au point de décision (la Guinée, la Guinée-Bissau et le Tchad) et probablement les Comores (dont les arriérés ont été apurés et qui devraient atteindre le point de décision au quatrième trimestre de 2009), pourraient être confrontés à un déficit de contributions des bailleurs de fonds de l'ordre de 36,7 millions de dollars EU après l'épuisement des ressources disponibles, et à condition qu'aucun de ces pays n'ait besoin d'une assistance complémentaire. S'agissant de la RDC, le solde total des ressources non encore mobilisées (316,48 millions de dollars EU) représente le montant qui doit être supporté par les contributions des bailleurs, comme convenu avec les gestionnaires du Fonds fiduciaire PPTE lorsque le pays a atteint le point de décision.
- 2.18 En ce qui concerne la Somalie et le Soudan, la première étape consiste à s'assurer que des ressources adéquates sont disponibles pour l'apurement de leurs arriérés. A fin juin 2009, les arriérés du Soudan et de la Somalie envers le Groupe de la Banque étaient respectivement de 233,83 millions et 77 millions de dollars EU, et le coût de l'allégement de leur dette était estimé à 211 et 63 millions de dollars EU, respectivement¹³. En conséquence, si la Somalie et le Soudan sont admis à bénéficier d'une remise de dette au cours du FAD-12 et s'ils atteignent le point de décision pendant cette même période, il est possible que le montant total de l'allégement de leur dette soit octroyé par apurement des arriérés. Or, compte tenu de l'incertitude au sujet du calendrier et du coût réel de l'allégement de la dette de ces pays, il serait prudent d'opter pour un financement au cas par cas, à mesure qu'ils atteindront le point de décision. Cette solution s'applique également à l'Érythrée. La Banque continuera à tout mettre en œuvre pour mobiliser des ressources internes dans le cadre de son exercice annuel d'allocation des revenus et à collaborer avec les bailleurs de fonds et le Fonds fiduciaire PPTE pour mobiliser les fonds manquants auprès de sources externes.

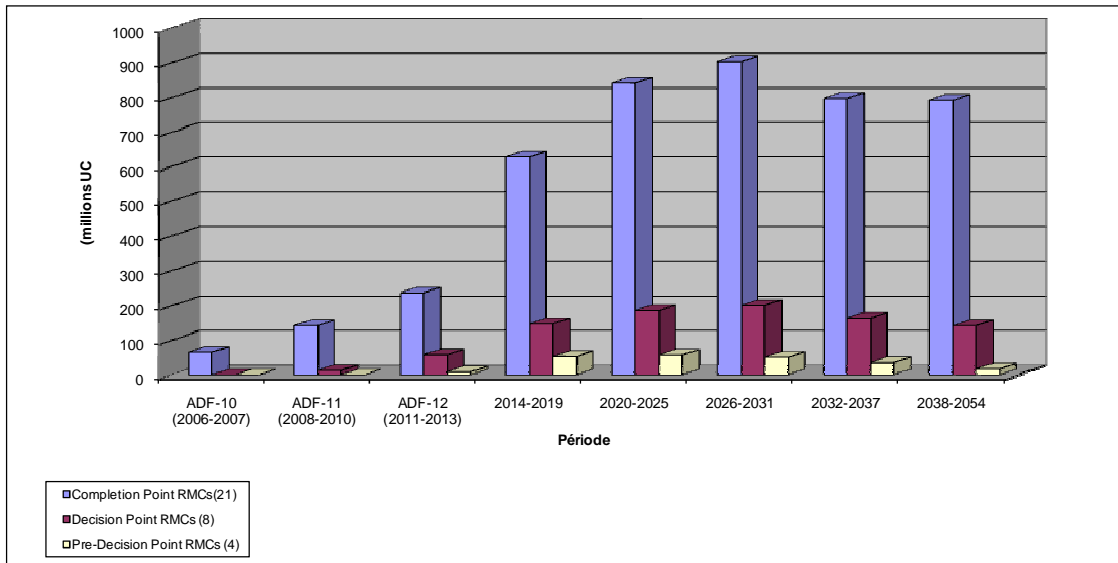
Coût estimatif et état de financement de l'IADM

- 2.19 Le coût estimatif de l'allégement de la dette au titre de l'IADM (abandon de créances restant à percevoir)¹⁴ des 33 PMR potentiellement éligibles est actuellement de 5,5 milliards d'UC pour la période 2008-2054. Alors que l'IADM prévoit l'annulation irrévocable des dettes des pays éligibles lorsqu'ils atteignent le point d'achèvement, les compensations des bailleurs de fonds, elles, sont versées au fur et à mesure que les échéances arrivent à maturité.
- 2.20 Les bailleurs de fonds ont convenu de procéder à des ajustements périodiques du coût de l'IADM pour tenir compte de l'évolution des coûts réels et estimatifs de l'annulation de la dette pour le FAD. Les coûts estimatifs de l'IADM sont ajustés au début de chaque cycle de reconstitution des ressources du FAD pour prendre en compte : i) les excédents ou les déficits induits par le taux de change et enregistrés pendant la période de reconstitution précédente ; ii) la date à laquelle les pays bénéficiaires ont atteint leur point d'achèvement ; iii) les taux de change spécifiques à la reconstitution utilisés pour déterminer le montant des contributions des bailleurs de fonds en monnaies nationales ; et iv) le coût actualisé de l'allégement de la dette au titre de l'Initiative PPTE.
- 2.21 Les coûts estimatifs de l'IADM pour les PMR admis à bénéficier de l'annulation pendant le cycle du FAD-10 (2006-2007), du FAD-11 (2008-2010) ou du FAD-12 (2011-2013) sont respectivement de 66,5 millions, 156 millions, et 304 millions UC. Comme le montre le graphique 2, l'essentiel des coûts de l'IADM (73 %) sera supporté au cours d'une période de 25 ans à partir de 2014. Dans ledit graphique, les coûts estimatifs par période correspondent au cycle triennal du FAD jusqu'en 2013, puis à des agrégats de deux cycles au-delà. Les coûts estimatifs par an sont fournis à l'annexe III.

¹³ Selon le taux de change en vigueur en juillet 2009 : 1 UC = 1,55223 \$EU

¹⁴ Encours de la dette décaissée pour les 33 PMR éligibles au 31 décembre 2004 (date butoir) et au 1^{er} janvier 2006 (date d'entrée en vigueur).

Graphique 2 : Coûts estimatifs de l'IADM pour les PMR bénéficiaires
(Millions de dollars EU, fin juillet 2009)



Financement de l'IADM et engagement des bailleurs de fonds

- 2.22 Au 31 juillet 2009, le FAD avait annulé 4,5 milliards de remboursements de prêts par les 21 pays ayant atteint le point d'achèvement et admis à bénéficier de l'allégement irrévocable de la dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'annulation de la dette dans le cadre de l'IADM. Cette somme représente environ 82 % du montant total de la remise de dette au titre de l'IADM. Des annulations supplémentaires estimées à 0,85 milliard UC sont prévues d'ici à 2011, car huit PMR devraient atteindre entre-temps leur point d'achèvement.
- 2.23 Les plénipotentiaires du FAD rappellent que les bailleurs de fonds se sont engagés à compenser, dollar pour dollar, les remboursements de prêts perdus par le FAD. Les coûts réels et le montant définitif des contributions des bailleurs de fonds pour l'allégement de la dette au titre de l'IADM dépendent des taux de change en vigueur, de la date à laquelle chaque pays bénéficiaire atteint le point d'achèvement et du coût actualisé de l'allégement de la dette au titre de l'Initiative PPTE. Les plénipotentiaires du FAD ont convenu que le remboursement des prêts annulés dans le cadre de l'IADM doit être inclus dans le flux de ressources destinées à financer la capacité d'engagement anticipé du FAD, afin de contrebalancer l'incidence de l'IADM sur cette capacité d'engagement¹⁵. En effet, un remboursement intégral pendant la période correspondante de décaissement du FAD, soutenu par des engagements fermes (sans réserves), permettrait de maintenir la capacité d'engagement anticipé à son niveau. Par contre, cette capacité et, partant, la capacité du FAD à approuver de nouveaux projets dans tous les pays membres, seraient compromises en cas de défaut de règlement par les bailleurs de fonds des remboursements des prêts annulés.
- 2.24 Le Fonds a reçu la totalité des engagements et des paiements au titre de l'IADM pour la période 2006-2008. Au 31 juillet 2009, tous les États participants, à l'exception de quatre (l'Arabie saoudite, la Chine, les États-Unis et l'Italie) avaient versé leurs contributions à l'IADM pour 2009. Les contributions de la Chine et de l'Italie pour 2009 demeurent assorties de réserves, tandis que celle des États-Unis, qui est payée selon la procédure d'encaissement accéléré au titre du FAD-10 et du FAD-11, demeure assortie partiellement de réserves pour 2009 et devrait être entièrement financée d'ici à janvier 2010. L'Arabie saoudite vient de s'accorder avec le Fonds sur une procédure d'encaissement accéléré d'un an au titre du FAD-11 pour financer sa contribution à l'IADM pour la période 2008-2014.

¹⁵ Les engagements inconditionnels sont pris en compte à 100 % dans la capacité d'engagement anticipé, alors que les engagements assortis de réserves ne comptent que pour 85 %.

- 2.25 Les échéances du FAD sur lesquelles repose la capacité d'engagement anticipé du FAD-10 et du FAD-11 et qui ont été annulées dans le cadre de l'IADM, ne sont pas encore entièrement supportées par les engagements et les paiements des bailleurs de fonds. Le tableau 8 montre que 90 % des remboursements de prêts annulés, comptant pour la période de décaissement du FAD-10 (2006-2017), ont été couverts par des engagements (22 % des engagements destinés à compenser les remboursements de prêts annulés demeurent assortis de réserves), tandis que 10 % restent non couverts. Parallèlement, 87% des remboursements de prêts annulés, comptant pour la période de décaissement du FAD-11 (2008-2020), ont été couverts par les engagements des bailleurs de fonds (29% des engagements destinés à compenser les remboursements de prêts annulés demeurent assortis de réserves) et 13% restent non couverts.
- 2.26 En outre, bien que le déficit structurel de l'IADM ait été considérablement réduit de 0,6 % à 0,1 % (0,9 million d'UC) pour le cycle de décaissement du FAD-10 et à 0,3 % pour le cycle de décaissement du FAD-11 (3,9 millions d'UC)¹⁶, il demeure une source de préoccupation parce que les promesses faites et les engagements souscrits jusqu'ici par les bailleurs de fonds ne suffisent pas pour compenser intégralement les créances du FAD annulées et pour honorer l'accord auquel les bailleurs de fonds ont souscrit de compenser, dollar pour dollar, les dette annulées par le FAD.

Tableau 8 : Statut des engagements des bailleurs de fonds
(Millions UC, à fin juillet 2009)

	Période de décaissement FAD-10 (2006-2017)		Période de décaissement FAD-11 (2008-2020)	
	Montant	%	Montant	%
Engagements inconditionnels	743,9	68%	863	59%
Engagements conditionnels	239,5	22%	423,1	29%
Total partiel	983,3	90%	1 286,10	87%
Coûts non couverts	107,5	10%	183,1	12%
Déficit structurel	0,9	0,08%	3,9	0,30%
Coût total IADM	1 091,70	100%	1 473,10	100%

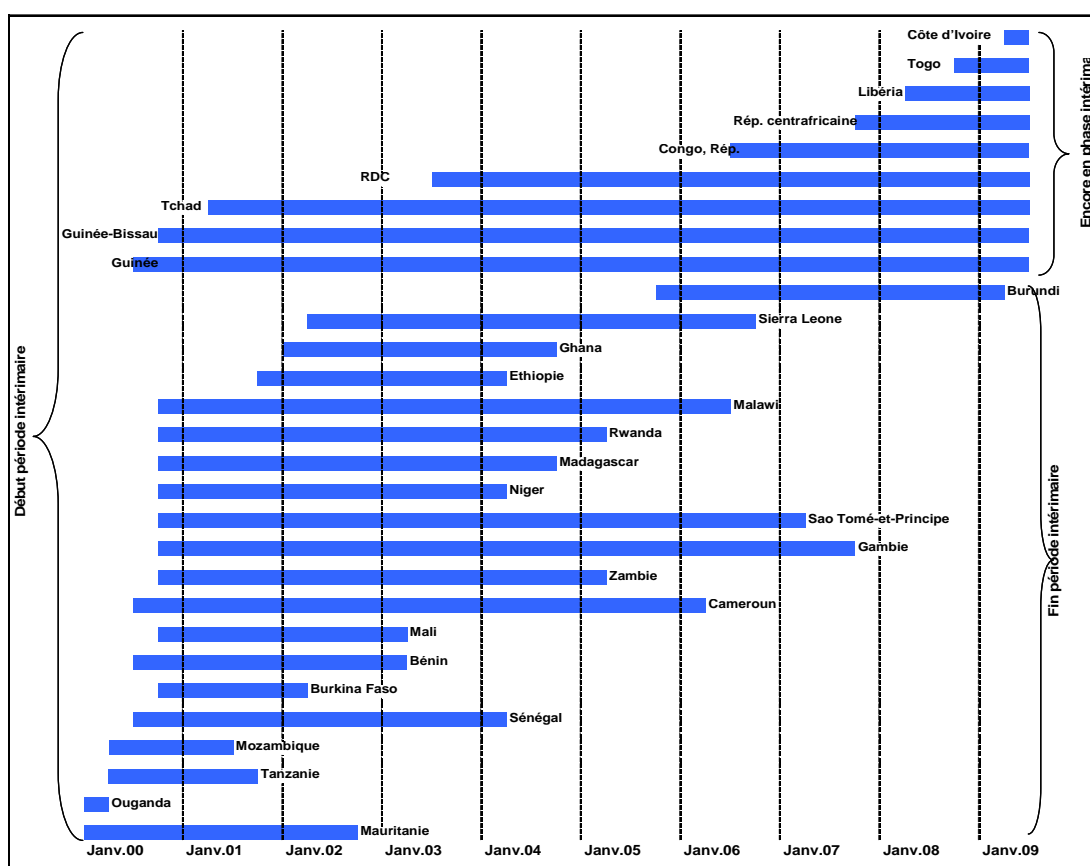
- 2.27 Certains bailleurs de fonds ont procédé à des paiements anticipés ou ont accéléré l'encaissement de leurs contributions au FAD afin d'honorer leurs engagements au titre de l'IADM, alors que d'autres, en l'occurrence l'Afrique du Sud et le Koweït, ont honoré l'intégralité de leurs engagements pour la période 2006-2054. L'annexe IV fournit des précisions sur les paiements des bailleurs de fonds à fin juillet 2009.
- 2.28 Étant donné que plusieurs pays devraient atteindre le point d'achèvement d'ici à 2011 et compte tenu de l'augmentation du coût de l'allégement de la dette dans un contexte économique caractérisé par un besoin croissant de ressources, il est impératif que les bailleurs de fonds indemnisent le FAD intégralement et dans les meilleurs délais, pour permettre aux pays bénéficiaires d'avoir une transition harmonieuse et pour préserver la capacité opérationnelle et l'intégrité financière du Fonds.

¹⁶ L'Autriche a considérablement accru sa contribution au FAD-10 (1,65 % des obligations), par rapport au FAD-9 (0,98 % des obligations). Par conséquent, pendant la mise en oeuvre de l'IADM, elle fait savoir qu'elle ne considérerait pas l'uniformisation des obligations comme un mode de contribution équitable à l'initiative. Toutefois, en 2009, elle s'est engagée à utiliser les crédits générés par l'encaissement accéléré de sa souscription au FAD-11 pour réduire le déficit de financement de l'IADM de façon substantielle. Cette mesure permet de combler le déficit jusqu'en 2014.

3. Principaux problèmes et défis liés à la mise en œuvre

- 3.1 Plusieurs PMR n'ont pas pu atteindre le point de décision/d'achèvement conformément au calendrier initial (à peu près trois ans) et aux premières estimations de coûts. Par exemple, quatre des neuf pays se trouvant dans la période intérimaire (voir graphique 3) le sont depuis six ans ou plus (huit ans pour la Guinée, la Guinée-Bissau et le Tchad et six ans pour la RDC). La plupart des PMR qui sont actuellement en période intérimaire ou n'ayant pas atteint le point de décision sont confrontés à des défis divers, notamment des arriérés coûteux ou chroniques, l'insécurité, l'instabilité politique et la mauvaise gouvernance. Les quatre pays qui doivent encore atteindre le point de décision n'ont pas beaucoup progressé en raison de problèmes politiques et sécuritaires. La Somalie et le Soudan sont confrontés à un défi supplémentaire, à savoir des arriérés importants et chroniques qui doivent être apurés avant qu'ils ne puissent prétendre à l'assistance en vue de l'allègement de leur dette. Les Comores ont déjà apuré leurs arriérés vis-à-vis du Groupe de la Banque et progressent vers le point de décision qu'ils atteindront probablement au quatrième trimestre de 2009.

Graphique 3 : Durée de la période intérimaire par PMR après le point de décision (29)



- 3.2 Même si le FMI et la Banque mondiale ont assoupli les conditions d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que l'évaluation en vue d'aider les pays à accéder au point d'achèvement, sans pour autant violer les principes clés de l'Initiative PPTE, les progrès n'ont pas été assez rapides. Pour preuve, malgré qu'elles aient bénéficié d'une extension de l'assistance intérimaire jusqu'en décembre 2008, la Guinée, la Guinée-Bissau et la République démocratique du Congo accusent toujours un retard. Une nouvelle extension a été accordée à la République démocratique du Congo (jusqu'en décembre 2010) et à la Guinée-Bissau (jusqu'en janvier 2011). La Guinée-Bissau et le Tchad ont eu du mal à préserver leur stabilité macroéconomique en raison de la persistance de problèmes économiques et politiques au lendemain des conflits. La RDC est, quant à elle, retardée par des problèmes liés aux emprunts non concessionnels. Du fait que les pays mettent plus de temps à atteindre le point d'achèvement, ils risquent d'épuiser l'allocation intérimaire qu'ils

perçoivent dans le cadre de l'allègement de la dette et d'avoir à payer le service de la dette pendant le reste de la période intérimaire (c'est le cas de la Guinée et du Tchad). Cela s'applique également aux pays dont une partie ou l'intégralité de la dette aurait été remise sous forme d'apurement des arriérés (notamment la Côte d'Ivoire, le Libéria et le Togo).

- 3.3 En raison du manque ou de la lenteur du progrès vers le point de décision, il est difficile de faire une estimation précise des coûts et des besoins financements pour l'allègement de la dette, car ils dépendent du niveau d'endettement des pays, de leurs recettes d'exportation et de leur revenu au moment où ils atteignent le point de décision, des taux d'escompte et des taux de change, autant de facteurs imprévisibles. De plus, avec l'admission après 2006 de quatre pays qui au départ n'étaient inclus ni dans l'Initiative PPTE ni dans l'IADM (l'Érythrée, le Libéria, la Somalie et le Soudan), le montant total des ressources nécessaires pour financer l'allègement de la dette des autres pays et les coûts estimatifs attribués à chaque créancier, y compris le Groupe de la Banque, ont augmenté de façon significative.

Futur candidat potentiel

- 3.4 Des négociations préliminaires sont en cours pour évaluer l'admissibilité du Zimbabwe à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE. Cette admissibilité est une condition préalable à l'apurement de ses arriérés et au réengagement de la Banque dans ce pays. Pour le moment, le Zimbabwe ne figure ni sur la liste des pays pouvant prétendre à une remise de dette dans le cadre initial de l'Initiative PPTE, ni parmi ceux qui ont bénéficié d'un « parrainage » pendant l'exercice d'exemption de 2006. En conséquence, plusieurs mesures devraient être prises si le Zimbabwe venait à être éligible à l'allègement de sa dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM. Ces mesures comprendraient son reclassement en tant que pays FAD uniquement (actuellement le Zimbabwe est un pays à financement mixte)¹⁷ et l'apurement de ses arriérés qui s'élevaient à 462,61 millions de dollars EU¹⁸ à fin juin 2009. L'admission du Zimbabwe à ces deux initiatives impliquerait également la mobilisation de ressources supplémentaires pour financer l'allègement de sa dette, en plus de l'apurement de ses arriérés.

Soutenabilité de la dette et capacité de gestion de la dette

- 3.5 L'Initiative PPTE et l'IADM ont permis aux PMR qui y participent d'alléger considérablement le fardeau de leur dette, et ainsi de dégager des ressources pour des activités de réduction de la pauvreté et d'améliorer leurs perspectives d'endettement. La dette et le service de la dette des 29 PMR ayant bénéficié d'une assistance dans le cadre de l'Initiative PPTE ont diminué de façon considérable¹⁹. En outre, les analyses de soutenabilité de la dette menées sur plusieurs pays dans le Cadre de soutenabilité de la dette révèlent que, par rapport à plusieurs pays non PPTE, les pays ayant atteint le point d'achèvement affichent de meilleurs profils d'endettement. Cela s'explique par la baisse de leur niveau d'endettement et le renforcement des institutions et des politiques, comme en témoignent les notes obtenues à l'issue de l'Évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP).
- 3.6 Toutefois, il reste des défis à surmonter, telle que la détérioration de la situation d'endettement de plusieurs pays et le risque de les voir retomber dans le surendettement. Les analyses de soutenabilité de la dette menées pour les 29 PMR ayant bénéficié de l'Initiative PPTE et de l'IADM révèlent que plus de la moitié présente un risque élevé (27 %) ou modéré (25 %) de surendettement. Les principales causes de surendettement de ces pays sont leur vulnérabilité aux chocs d'exportation et leur extrême sensibilité aux nouveaux termes de financement. Même si cette vulnérabilité existait avant la crise financière, les effets immédiats de la crise sur les fondamentaux de l'économie des pays ayant atteint le point

¹⁷ Pour pouvoir prétendre à l'allègement de leur dette au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM, les pays doivent appartenir à la catégorie des pays exclusivement FAD.

¹⁸ Selon le taux de change en vigueur en juillet 2009 : 1 UC = 1,55223 \$EU

¹⁹ Selon les estimations de la Banque mondiale, en fin 2007, le poids de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement avait été réduit de 75 % au total par rapport à son niveau au point de décision. Association internationale de développement : 2008. *Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI) Status of Implementation Report [Rapport de mise en oeuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)]*. IDA/SecM2008-0561.

d'achèvement se font déjà ressentir à travers une baisse marquée des PIB et des exportations, ainsi que par la réduction des transferts de fonds provenant de l'étranger, des investissements directs étrangers et des échanges commerciaux. Le plein impact de la crise financière et économique sur les perspectives de soutenabilité à long terme de la dette pour chaque pays n'est pas encore visible²⁰, mais tous ces effets pourraient entraîner l'aggravation des ratios d'endettement et compromettre la capacité des gouvernements à maintenir des niveaux acceptables de risque tout en recherchant des options de financement afin de répondre à leurs besoins de développement.

- 3.7 Par ailleurs, même avant le déclenchement de la crise financière, de nombreux pays ayant atteint le point d'achèvement, et dont la crédibilité et la marge de manœuvre budgétaire s'étaient améliorées grâce à l'allègement de la dette, avaient commencé à envisager des emprunts non concessionnels sur les marchés de capitaux ou auprès de nouveaux bailleurs de fonds afin de financer les programmes de développement pour lesquels il n'existait pas suffisamment de ressources concessionnelles. Ce déficit de financement s'aggrave davantage avec la crise financière et fait que les pays PPTE sont confrontés à des choix très difficiles en ce qui concerne la mobilisation des fonds, concessionnels ou non, dont ils ont besoin pour appliquer les mesures conjoncturelles appropriées pour leur économie tout en essayant de maintenir une soutenabilité de la dette à long terme.
- 3.8 L'augmentation des besoins de financement des pays après l'Initiative PPTE en raison de la crise actuelle et de leur vulnérabilité à la détérioration de leur situation d'endettement, conjuguée à leur faible capacité de gestion de la dette, souligne la nécessité de leur prêter une assistance rapide et coordonnée en matière de gestion de la dette, pour leur permettre de tirer pleinement parti et de préserver les acquis de l'allègement de la dette, et d'éviter ainsi de retomber dans le surendettement. Au delà de l'Initiative PPTE et de l'IADM, la communauté internationale doit privilégier le renforcement des capacités de gestion de la dette. Un engagement coordonné et soutenu sera indispensable afin d'aider les pays à développer des stratégies efficaces en matière d'endettement et des instruments solides de gestion de la dette, pour faire face notamment à la crise financière et à la diversification et la complexification croissantes des produits financiers que les nouveaux bailleurs de fonds proposent aux pays à faible revenu.
- 3.9 Le Groupe de la Banque a entamé des discussions avec ses partenaires pour jouer un rôle plus actif dans le renforcement des capacités de gestion de la dette et est en passe de consolider sa propre capacité interne de gestion de la dette, de façon à mieux aider les PMR dans ce domaine. Ces questions relatives à la soutenabilité et à la gestion de la dette sont traitées plus en détail dans le document de la revue à mi-parcours intitulé « Le point des activités d'appui à la soutenabilité de la dette ».

²⁰ L'impact de la crise financière et de la récession économique sur la soutenabilité de la dette des pays après l'Initiative PPTE dépendra de la durée de la crise et de la situation macroéconomique de chaque pays avant la crise. Étant donné que l'analyse de soutenabilité de la dette s'inscrit dans une perspective d'avenir et tient compte de différents niveaux de chocs sur une période de 20 ans, une crise de courte durée ne devrait pas avoir un impact majeur sur la soutenabilité de la dette, contrairement à une crise prolongée qui pourrait avoir un impact plus durable.

4. Conclusions

4.1 Les Plénipotentiaires sont invités à examiner le présent rapport et, plus précisément, à :

- prendre note des déficits de financement des contributions des bailleurs de fonds, qui se situent actuellement à 15,3 millions de dollars EU pour trois pays ayant atteint le point de décision (la Guinée, la Guinée-Bissau et le Tchad) et à 316,48 millions pour la RDC ; et à engager des ressources supplémentaires à travers le Fonds fiduciaire PPTE pour combler ces déficits ;
- prendre note du déficit de financement de 286,98 millions de dollars EU pour trois autres pays n'ayant pas encore atteint le point de décision (les Comores, la Somalie et le Soudan) ;
- prendre note des déficits d'engagement des bailleurs de fonds de 10 % pour le FAD-10 et de 13 % pour le FAD-11, tout en se rappelant de l'engagement qu'ils ont souscrit de compenser intégralement et sans délais les dettes annulées par le FAD dans le cadre de l'IADM ; et à prendre les dispositions utiles pour combler ces déficits , et ;
- prendre note du niveau des engagements assortis de réserves et à prendre les mesures nécessaires pour les rendre inconditionnelles dans les meilleurs délais et conformément à leurs cadres législatifs respectifs.

Annexe I : État de la mise en œuvre de l'allègement de la dette

(Millions de dollars EU, fin juillet 2009)

	DATE D'APPROBATION		DATE D'APPROBATION PAR LE GROUPE DE LA BANQUE		DATE BUTOIR	ALLÈGEMENT DE DETTE ENGAGÉ		DERNIÈRE DATE D'ALLÈGEM ENT	ALLÈGEMENT ACCORDÉ		ALLÈGEMENT ACCORDÉ/TOTAL ENGAGÉ		PLAFOND 40 %/DATE LIMITE 1 PÉRIODE INTÉRIEURE
	POINT DÉC.	POINT ACHÈV.	POINT DÉC.	POINT ACHÈV.		COÛT VAN	COÛT VAL. NOMINALE		VAN	VAL. NOMINALE	VAN (%)	VAL. NOMINALE (%)	
Point d'achèvement													
Bénin	Jul-00	Mar-03	Oct-00	Jul-03	Dec-98	37.57	46.50	Apr-09	37.49	46.37	99.8	99.7	Irrévocable
Burkina Faso	Jun-00	Apr-02	Oct-00	Jul-02	Dec-99	86.70	125.74	Oct-20	46.39	55.05	53.5	43.8	Irrévocable
Burundi	Aug-05	Jan-09	Nov-05	Apr-09	Dec-04	150.18	241.65	Apr-35	48.13	49.90	32.1	20.6	Irrévocable
Cameroun	Oct-00	May-06	Nov-00	Jul-06	Jun-99	78.84	100.51	Apr-11	65.21	79.75	82.7	79.3	Irrévocable
Rép. centrafricaine	Sep-07	Jun-09	Dec-07	Sep-09	Dec-06	85.38	97.57	Jul-20	47.74	47.92	55.9	49.1	Irrévocable
Éthiopie	Nov-01	Apr-04	Feb-02	Oct-04	Jun-01	339.46	461.39	Sep-21	178.26	209.04	52.5	45.3	Irrévocable
Gambie	Dec-00	Dec-07	Feb-01	Mar-08	Dec-99	15.82	22.77	Jul-13	8.84	10.58	55.9	46.5	Irrévocable
Ghana	Feb-02	Jul-04	May-02	Dec-04	Dec-00	130.93	160.15	Jan-13	111.25	128.55	85.0	80.3	Irrévocable
Madagascar	Dec-00	Oct-04	Feb-01	Mar-05	Dec-99	60.06	80.40	Mar-13	42.75	51.35	71.2	63.9	Irrévocable
Malawi	Dec-00	Aug-06	Jan-01	Nov-06	Dec-99	139.31	212.83	Jul-23	44.05	52.73	31.6	24.8	Irrévocable
Mali	Sep-00	Mar-03	Nov-00	Jul-03	Dec-98	69.72	86.42	Jul-10	61.62	74.32	88.4	86.0	Irrévocable
Mauritanie	Feb-00	Jun-02	Jul-00	Jul-02	Dec-98	72.80	90.69	Apr-11	62.03	74.03	85.2	81.6	Irrévocable
Mozambique	Apr-00	Sep-01	Oct-00	Feb-02	Dec-98	141.95	148.97	Sep-10	18.57	23.31	13.1	15.6	Irrévocable
Niger	Dec-00	Apr-04	Mar-01	Oct-04	Dec-99	50.01	86.26	Jul-24	18.83	23.27	37.7	27.0	Irrévocable
Rwanda	Dec-00	Apr-05	Jan-01	Jul-05	Dec-99	116.10	222.29	Oct-31	39.53	48.85	34.0	22.0	Irrévocable
Sao Tomé-et-Principe	Dec-00	Mar-07	Apr-01	Jun-07	Dec-99	43.43	88.36	Sep-32	10.68	14.47	24.6	16.4	Irrévocable
Sénégal	Jun-00	Apr-04	Oct-00	Oct-04	Dec-98	56.80	65.42	May-06	56.80	65.42	100.0	100.0	Irrévocable
Sierra Leone	Mar-02	Dec-06	Jun-02	May-07	Dec-00	43.43	91.70	Jul-29	15.48	19.27	35.7	21.0	Irrévocable
Tanzanie	Apr-00	Nov-01	Jul-00	Feb-02	Jun-99	124.90	190.75	Jul-17	69.72	87.08	55.8	45.7	Irrévocable
Ouganda	Feb-00	May-00	Jan-00	Sep-00	Jun-99	81.30	100.65	Mar-12	47.00	58.59	57.8	58.2	Irrévocable
Zambie	Nov-00	Apr-05	Jan-01	Jul-05	Dec-99	146.10	214.50	Jul-25	101.23	115.14	69.3	53.7	Irrévocable
						2070.8	2935.5	...	1131.6	1335.0			
Point de décision													
Tchad	May-01	T4 2011	Jul-01	...	Dec-00	36.90	55.29	Apr-16	14.68	16.54	39.8	29.9	Mar-06
République du Congo	Mar-06	T4 2009	Nov-06	...	Dec-04	41.86	41.86	...	41.86	41.86	100.0	100.0	s.o.
Côte d'Ivoire	Mar-09	T4 2011	Apr-09	...	Dec-07	199.5	199.5	...	199.5	199.5	100.0	100.0	s.o.
Rép. démocratique Congo	Jul-03	T4 2009	Jun-04	...	Dec-02	905.09	1804.87	Sep-24	533.03	592.35	65.4	32.8	Dec-10
Guinée	Dec-00	T1 2010	Apr-01	...	Dec-99	75.30	107.85	Mar-16	37.65	43.10	50.0	40.0	Dec-08
Guinée-Bissau	Dec-00	T1 2010	Dec-00	...	Dec-99	60.37	95.05	Jan-18	33.10	38.40	54.8	40.4	Jan-11
Libéria	Mar-08	T4 2009	Jul-08	...	Jun-07	238.08	238.08	...	238.08	238.08	100.0	100.0	s.o.
Togo	Nov-08	T4 2010	Feb-09	...	Dec-07	17.28	17.28	...	17.28	17.28	100.0	100.0	s.o.
	...	...			...	1574.38	2559.79	...	1115.18	1187.11	...	...	...
						3645.2	5495.3	...	2246.8	2522.1	...	...	...
Point de pré-décision													
Comores	T4 2009	déterminer			...	18.80	25.20	...	...	...	...	...	...
Soudan	déterminer	déterminer			...	53.10	63.02	...	...	...	...	...	...
Somalie	déterminer	déterminer			...	159.50	210.53	...	...	...	...	...	...
Érythrée	déterminer	déterminer			...	...	...	...	...	...	...	...	...
	...	...			...	231.4	298.8	...			...	...	...
	...	...			...	3876.6	5794.1	...	2246.8	2522.1	...	...	...

Annexe II : État du financement de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE

(Millions de dollars EU, fin juillet 2009)

	Contribution du Groupe de la Banque au Fonds fiduciaire PPTE				Contributions des bailleurs au FPPT	Apurement d'arriérés	TOTAL Allègement financé
	BAD	FAD	FSN	Groupe de la Banque	FPPT (BAD & Apurement d'arriérés non compris)	Total apuré pour l'allègement de la dette	
Engagement du Groupe de la Banque (a)							
FAD (Annulations prêts/dons/Échéances nettes)		246,000,000		246,000,000			
BAD (Allocation du revenu net)	124,000,000		-	124,000,000			
Total	124,000,000	246,000,000	-	370,000,000			
Contribution versées au FPPT (b)							
Annulations prêts/dons/Échéances nettes		237,193,999		237,193,999	-		237,193,999
Allocation du revenu net	155,490,025		10,397,659	165,887,684	-		165,887,684
Bailleurs de fonds				-	2,172,739,573		2,172,739,573
Revenu des placements	4,576,421	5,943,309	718,925	11,238,655			
Total	160,066,446	243,137,308	11,116,584	414,320,339	2,172,739,573		2,587,059,912
Différence (c = b-a)	36,066,446	(2,862,692)	11,116,584	44,320,339			-
Décaissements et coûts estimatifs (d)							
Montant réel décaissements à ce jour (PMR au point d'achèvement)							
Bénin	-	6,342,707	-	6,342,707	35,942,005		42,284,712
Burkina Faso	973,585	15,081,901	-	16,055,486	76,414,969		92,470,455
Burundi	-	24,733,039	75,316	24,808,355	95,396,333	26,300,000	146,504,688
Cameroun	13,224,991	1,036,365	-	14,261,356	80,814,351		95,075,707
Rép. centrafricaine	-	7,052,413	-	7,052,413	39,560,000	42,830,000	89,442,413
Éthiopie	20,276,734	35,428,642	-	55,705,376	315,665,360		371,370,736
Gambie	212,378	2,752,778	178,629	3,143,785	17,814,785		20,958,570
Ghana	13,731,340	8,421,875	38,568	22,191,783	125,753,738		147,945,521
Madagascar	2,363,300	8,021,765	71,400	10,456,465	59,253,302		69,709,767
Malawi	2,076,808	15,292,234	-	17,369,042	127,518,389		144,887,431
Mali	88,129	11,890,628	-	11,978,757	65,578,874		77,557,631
Mauritanie	9,912,223	6,153,745	-	16,065,968	64,264,095		80,330,063
Mozambique	5,012,846	48,518,679	-	53,531,525	90,757,404		144,288,929
Niger	-	8,725,410	-	8,725,410	49,440,499		58,165,909
Rwanda	17,893	14,290,846	527,521	14,836,260	104,124,244		118,960,504
Sao Tomé-et-Principe	-	8,463,397	-	8,463,397	47,959,251		56,422,648
Sénégal	8,454,996	1,619,294	-	10,074,290	56,870,941		66,945,231
Sierra Leone	-	8,564,240	-	8,564,240	48,530,691		57,094,931
Tanzanie	1,460,000	13,600,000	-	15,060,000	123,143,407		138,203,407
Ouganda	7,843,300	10,674,400	-	18,517,700	66,564,269		85,081,969
Zambie	15,253,171	10,532,456	-	25,785,627	146,118,551		171,904,178
Total partiel	100,901,693	267,196,813	891,434	368,989,940	1,837,485,458	69,130,000	2,275,605,398
Coûts estimatifs pour les PMR se trouvant au point de décision							
Tchad (T4-2011)	-	7,904,762	-	7,904,762	43,090,000		50,994,762
Rép. du Congo (T4-2009)	-	-	-	-	-	41,860,000	41,860,000
Côte d'Ivoire (T4-2011)						199,500,000	199,500,000
Guinée (T1-2010)	11,226,457	3,664,147	413,348	15,303,952	86,730,000		102,033,952
Guinée-Bissau (T1-2010)	318,076	10,286,020	117,047	10,721,142	61,193,139	9,540,000	81,454,281
Libéria (T4-2009)						238,080,000	238,080,000
Togo (T4-2010)						17,300,000	17,300,000
Total partiel	11,544,533	21,854,929	530,395	33,929,856	191,013,139	506,280,000	731,222,995
Rép. démocratique Congo (T4-2009)**	-	-	-	-	542,061,083		542,061,083
Coûts estimatifs pour les PMR se trouvant au point de pré-décision							
Comores		3,780,000		3,780,000	21,420,000		25,200,000
Somalie							(63,020,000)
Soudan							(210,530,000)
Érythrée							-
Total partiel	-	3,780,000	-	3,780,000	21,420,000	-	(248,350,000)
Coût total (réel et prévu)	112,446,226	292,831,742	1,421,829	406,699,797	2,591,979,680		
Solde***	47,620,220	(49,694,433)	9,694,756	7,620,542	(340,948,107)	-	(606,877,565)

Notes

*La différence entre le montant initialement engagé et les contributions réelles au FPPT s'explique par les fluctuations du taux de change.

** Le financement de l'allègement de la dette de la RDC par le Groupe de la Banque est traité séparément.

*** Le solde de 340 millions \$EU du FPPT comprend des contributions non allouées de 78 millions \$EU disponibles pour la RDC.

Annexe III : Coûts estimatifs de l'IADM pour les 33 PMR bénéficiaires

(Millions UC, fin juillet 2009)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020-2054	Total général
Pays ayant atteint le point d'achèvement																
Bénin	1,31	1,35	1,74	3,70	5,94	6,51	6,91	7,18	7,38	7,34	7,38	7,43	7,65	7,60	162,37	241,79
Burkina Faso	1,37	1,43	1,61	2,08	2,55	2,57	2,94	3,22	3,48	3,90	3,94	3,99	4,29	4,35	183,16	224,87
Burundi	-	-	-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,48	10,48
Cameroun	0,56	0,89	1,01	1,13	1,25	2,27	3,00	2,99	2,97	2,96	2,94	2,93	3,33	3,75	119,25	151,23
Rép. centrafricaine	-	-	-	0,46	0,93	0,92	0,99	0,98	0,97	0,96	0,96	0,95	3,10	3,71	53,62	68,54
Éthiopie	3,78	4,02	4,34	4,69	4,34	5,16	5,71	5,72	5,99	5,96	5,93	6,18	6,54	7,36	424,43	500,16
Gambie	-	-	1,05	1,09	1,21	1,22	1,34	2,29	3,54	3,67	3,65	3,70	3,82	3,79	77,26	107,64
Ghana	3,78	3,97	4,03	4,22	4,23	4,49	4,81	9,30	9,88	9,10	9,05	9,10	9,41	9,84	229,25	324,46
Madagascar	1,83	1,90	1,98	2,40	2,39	2,49	2,52	5,32	7,92	7,87	7,83	7,78	8,29	8,32	177,43	246,27
Malawi	0,04	1,34	1,43	1,46	1,53	1,63	1,77	1,93	2,00	1,85	1,70	1,72	1,74	1,78	163,20	185,12
Mali	2,92	2,91	3,09	3,40	5,80	10,38	10,83	11,69	11,78	11,71	11,64	11,57	12,20	12,19	246,90	369,02
Mauritanie	0,44	1,28	1,37	1,59	1,65	3,86	5,04	5,21	5,23	5,20	5,17	5,46	5,50	5,59	121,39	173,98
Mozambique	2,21	2,57	2,94	3,08	3,75	6,69	6,80	7,52	7,86	8,59	8,50	9,38	10,26	10,30	276,34	366,79
Niger	1,20	1,21	1,23	1,47	1,48	1,48	1,53	1,56	2,00	1,98	1,97	1,94	1,93	2,36	103,75	127,09
Rwanda	1,00	1,04	1,11	1,18	1,14	1,17	1,21	1,23	1,22	1,22	1,21	1,20	1,24	1,35	54,60	71,11
Sao Tomé-et-Princip	-	0,13	0,25	0,25	0,24	0,27	0,28	0,28	0,29	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	19,56	23,05
Sénégal	2,91	4,45	5,36	5,47	5,89	6,46	6,78	6,94	7,02	6,98	6,94	7,10	7,34	7,56	185,50	272,67
Sierra Leone	-	1,13	1,05	1,08	1,11	1,28	1,41	1,55	1,69	1,68	1,67	1,66	1,72	1,77	79,35	98,16
Tanzanie	2,55	2,57	3,43	3,83	3,95	4,23	4,54	5,11	5,27	5,24	5,22	7,52	14,97	15,22	326,60	410,22
Ouganda	2,45	2,70	2,71	2,95	2,94	3,33	7,26	9,51	10,20	10,14	10,09	10,15	10,70	10,78	249,96	345,87
Zambie	1,59	1,70	1,88	1,90	2,20	2,44	2,47	2,78	2,76	2,75	2,73	2,94	3,14	3,19	126,07	160,56
Total partiel	29,93	36,57	41,60	47,43	54,52	68,85	78,13	92,33	99,46	99,39	98,82	103,02	117,46	121,11	3390,47	4479,10
Pays se trouvant au point de décision																
Tchad	-	-	-	-	-	2,43	4,76	6,87	6,91	7,00	7,10	7,29	7,73	7,73	153,16	210,98
Rép. du Congo	-	-	-	-	0,31	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,29	0,29	0,29	3,41	6,40
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	2,73	3,24	3,44	3,62	3,60	3,59	3,96	4,02	4,61	161,77	194,56
Rép. dém. Congo	-	-	-	1,13	1,16	1,15	1,15	1,15	1,43	1,42	1,42	1,41	1,40	1,39	86,28	100,48
Guinée	-	-	-	-	5,87	6,06	6,28	6,24	6,37	6,33	6,30	6,60	6,75	6,71	131,12	194,63
Guinée-Bissau	-	-	-	-	0,72	0,79	0,79	0,79	0,78	0,78	0,78	0,84	0,84	0,84	45,07	53,02
Libéria	-	-	-	-	0,57	0,56	0,56	0,56	0,55	0,55	0,55	0,54	0,54	0,54	7,17	12,68
Togo	-	-	-	-	-	-	2,49	2,82	2,80	2,79	2,77	2,88	2,98	3,04	56,20	78,76
Total partiel				1,1	8,6	14,0	19,6	22,2	22,8	22,8	22,8	23,8	24,5	25,1	644,2	851,5
Pays se trouvant avant le point de décision																
Comores	-	-	-	-	-	-	1,07	1,07	1,06	1,05	1,05	1,04	1,03	1,03	13,85	22,25
Érythrée	-	-	-	-	-	-	-	0,65	0,64	0,64	0,64	0,83	1,21	1,20	35,71	41,51
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00	0,00	1,90	1,88	1,87	1,86	21,96	29,48
Soudan	-	-	-	-	-	-	-	5,92	5,88	5,84	5,81	5,77	5,73	5,70	90,46	131,10
Total partiel							1,07	7,63	7,58	7,54	9,39	9,52	9,85	9,79	161,97	224,34
Total	29,93	36,57	41,60	48,56	63,14	82,87	98,78	122,12	129,82	129,70	131,00	136,35	151,86	156,04	4196,62	5554,95

Notes: Dette due et décaissée, à fin décembre 2004

(*) fait référence aux 33 PMR éligibles dont 21 post-point d'achèvement, 8 post-point de décision et 4 pré-point de décision

Annexe IV : État des paiements des bailleurs de fonds dans le cadre de l'IADM

PARTICIPANTS À L'IADM	Total des contributions dues pour 2006-2007	Total des contributions versées pour 2006-2007	Paiements anticipés reçus en 2006	PAIEMENTS REÇUS EN 2008			Paiements anticipés/excédentaires reçus en 2008	PAIEMENTS REÇUS EN 2009			Paiements anticipés/excédentaires reçus en 2009	TOTAL Paiements dus (2006-2009)	TOTAL Paiements reçus (2006-2009)
				Contribution Due	Assortie de réserves ou non couverte par un instrument d'engagement *	Contribution Payée		Contribution Due	Assortie de réserves ou non couverte par un instrument d'engagement *	Contribution Payée			
1 AUTRICHE	1,399,574	1,399,574		176,283		176,283		986,823		986,823		2,562,681	2,562,681
2 BELGIQUE	1,827,081	1,827,081		230,130		230,130		1,288,253		1,288,253		3,345,463	3,345,463
3 CANADA ^{1,5}	5,304,148	5,304,148		4,212,400		4,212,400		4,793,374		4,793,374	61,137,026	14,309,922	75,446,949
4 CHINE	1,935,425	1,935,425		243,776		243,776		1,364,645	1,364,645	-		3,543,846	2,179,201
5 DANEMARK	1,282,231	1,282,231		161,503		161,503	904,086	904,086		904,086		2,347,820	2,347,820
6 FINLANDE ⁶	1,768,049	1,768,049		222,694		222,694		1,246,631		-		3,237,374	1,990,744
7 FRANCE	10,844,035	10,844,035		1,365,860		1,365,860		7,646,001		7,646,001		19,855,896	19,855,896
8 ALLEMAGNE	7,791,028	7,791,028		981,318		981,318		5,493,362		5,493,362		14,265,708	14,265,708
9 INDE	205,121	205,121		25,836		25,836		144,628		144,628		375,585	375,585
10 ITALIE ¹	4,714,798	4,714,798		1,992,892		1,992,892		7,261,457	7,261,457	-		13,969,147	6,707,690
11 JAPON ^{1,5}	7,875,922	7,875,922		992,011		992,011	12,413,077	5,553,219		5,553,219		14,421,153	21,281,010
12 CORÉE ^{1,5}	749,653	749,653		597,012		597,012		679,352	-	679,352		2,026,017	2,026,017
13 KOWEIT ⁴	196,843	196,843	12,806,130	24,793		24,793		138,792		138,792		360,428	13,002,972
14 PAYS-BAS	3,889,708	3,889,708		489,928		489,928		2,742,587		2,742,587		7,122,223	7,122,223
15 NORVÈGE	4,172,596	4,172,596		525,559		525,559		2,942,048		2,942,048		7,640,203	7,640,203
16 PORTUGAL	666,210	666,210		83,912		83,912		469,736		469,736		1,219,858	1,219,859
17 ARABIE SAOUDITE	354,904	354,904		44,702	44,702	-		250,239	250,239	-		649,845	354,904
18 AFRIQUE DU SUD ³	138,986	138,986	9,423,376	-		-		-		-		138,986	9,562,362
19 ESPAGNE ¹	11,598,360	11,598,360		10,358,333		10,358,333		10,358,333		-		32,315,025	21,956,693
20 SUÈDE	4,714,798	4,714,798		593,852		593,852		3,324,348		3,324,348		8,632,998	8,632,998
21 SUISSE ^{2,5}	3,025,989	3,070,017		381,138	-	381,138		2,133,589	-	2,133,589	2,858,743	5,540,717	8,443,488
22 ROYAUME-UNI ^{1,5}	8,840,246	8,840,246		6,233,182		6,233,182		6,244,012		6,244,012		21,317,441	21,317,441
23 ÉTATS-UNIS	9,987,010	9,987,010		1,257,913		1,257,913		7,041,722	1,208,129	5,833,593		18,286,645	17,078,516
TOTAL	93,282,716	93,326,745	22,229,506	31,195,030	44,702	31,150,328	13,317,163	73,007,236	10,084,469	51,317,804	63,995,770	197,484,982	268,716,424

NOTES

* Un État participant ayant déposé un instrument d'engagement doit informer le Fonds du statut de son engagement pas plus de 30 jours après la date de paiement prévue.

1 Autre date de paiement/encaissement convenue avec le bailleur de fonds.

2 La Suisse a ajourné l'encaissement de sa contribution de 2007 à 2008 et versé des intérêts compensatoires de 44 028,15 UC.

3 L'Afrique du Sud a autorisé un encaissement accéléré d'un an en 2006 afin de s'acquitter de l'ensemble de sa contribution à l'IADM (2006-2054).

4 Le Koweït s'est acquitté de l'ensemble de ses engagements pour la période 2006-2054.

5 L'Etat participant a opté pour un paiement anticipé de sa contribution pour la période 2008-2010.

6 L'Etat participant n'a pas encore payé sa contribution pour 2009.